



## NOTE SYNTHÉTIQUE

### COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

#### Communauté de communes MACS

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-10-10 du code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Président après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable public. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice considéré. Préalablement à l'adoption du compte administratif, le conseil communautaire entend, débat et arrête les comptes de gestion du comptable sauf règlement définitif.

Le titre IV de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République consacré à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales a renforcé un certain nombre d'obligations de ces dernières en la matière. Ainsi, la présente synthèse retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif et au compte administratif.

Le compte administratif retrace les réalisations et constate les résultats de l'exercice.

Au 31 décembre 2023, la Communauté de communes dispose d'un budget principal et de 21 budgets annexes.

Le compte administratif constitue une étape importante du cycle budgétaire puisqu'il vise à :

- comparer les réalisations de crédits aux prévisions,
- dégager les résultats de clôture de l'exercice,
- prévoir les éventuels besoins d'adaptation de la prospective au regard des évolutions constatées et de l'évolution des principaux indicateurs financiers.

La note de synthèse présente le compte administratif afférent au dernier exercice, conformément au compte de gestion produit par le comptable public. Il traduit l'exécution intercommunale (budget principal et budgets annexes) en recettes et en dépenses.

Ce document éclaire plus largement sur la situation financière de l'établissement, que ce soit du point de vue de son patrimoine, des modes de financement de ses compétences ou ses engagements à moyen et long terme.



|  |    |
|--|----|
| Titre I - Résultats comptables et financiers 2023..... | 3  |
| BUDGET PRINCIPAL.....                                  | 3  |
| A.    SECTION DE FONCTIONNEMENT.....                   | 3  |
| B.    SECTION D'INVESTISSEMENT .....                   | 6  |
| BUDGET AYGUEBLUE .....                                 | 7  |
| BUDGET DÉCHETS ET ENVIRONNEMENT.....                   | 9  |
| BUDGET PÔLE CULINAIRE.....                             | 11 |
| BUDGET TRANSPORT .....                                 | 13 |
| BUDGET PORT DE CAPBRETON .....                         | 15 |
| BUDGET PHOTOVOLTAIQUE.....                             | 17 |
| BUDGETS DES ZAE.....                                   | 18 |
| Titre II - Analyse consolidée .....                    | 22 |
| La maîtrise du fonctionnement .....                    | 23 |
| A.    Charges à caractère général .....                | 23 |
| B.    Charges de gestion courante .....                | 24 |
| C.    Charges de personnel .....                       | 24 |
| D.    Autofinancement.....                             | 26 |
| Les dépenses d'investissement .....                    | 27 |
| A.    Dépenses d'équipement.....                       | 27 |
| B.    La capacité de désendettement.....               | 29 |
| C.    Orientation des politiques publiques .....       | 31 |
| Conclusion .....                                       | 33 |



## Titre I - Résultats comptables et financiers 2023

### BUDGET PRINCIPAL

#### A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

En fonctionnement et par chapitre, les comptes 2023 de MACS sont arrêtés ainsi :

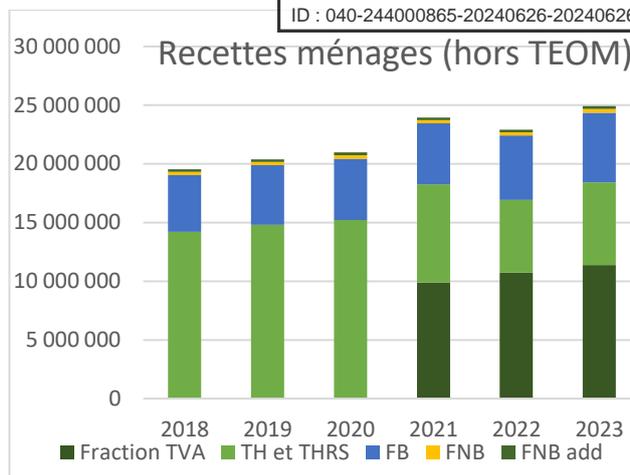
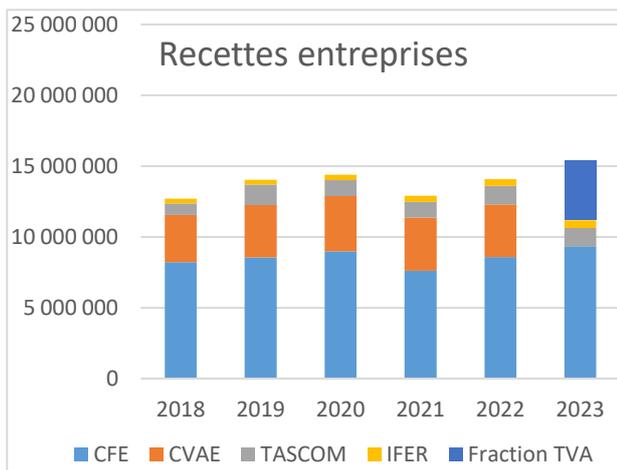
| Chapitre |  | 2021       | 2022       | 2023       |
|----------|--|------------|------------|------------|
| 013      | ATTENUATIONS DE CHARGES                            | 12 243     | 30 869     | 32 972     |
| 70       | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 413 387    | 639 196    | 810 871    |
| 73       | IMPOTS ET TAXES                                    | 35 015 085 | 37 665 825 | 40 323 046 |
| 74       | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS           | 5 366 613  | 5 762 036  | 5 920 114  |
| 75       | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 242 442    | 189 074    | 300 223    |
| 77       | PRODUITS EXCEPTIONNELS                             | 98 322     | 1 381 873  | 7 580      |
| 042      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 0          | 6          | 0          |
|          | RECETTES   | 41 148 092 | 45 668 879 | 47 394 806 |
| 011      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 2 749 269  | 2 964 585  | 3 223 359  |
| 012      | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES            | 5 789 903  | 6 408 436  | 7 223 548  |
| 65       | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 7 992 157  | 7 969 783  | 9 092 282  |
| 66       | CHARGES FINANCIERES                                | 609 747    | 564 404    | 522 802    |
| 67       | CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 50         | 45 094     | 0          |
| 014      | ATTENUATIONS DE PRODUITS                           | 12 490 665 | 12 472 934 | 12 656 678 |
| 042      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 2 849 275  | 4 211 499  | 3 223 554  |
| 68       | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS     | 0          | 0          | 174 940    |
|          | DEPENSES   | 32 481 065 | 34 636 736 | 36 117 163 |
|          | Résultat de fonctionnement de l'exercice           | 8 667 027  | 11 032 144 | 11 277 642 |
|          | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE             | 850 000    | 850 000    | 850 000    |
|          | Résultat de fonctionnement budgétaire              | 9 517 027  | 11 882 144 | 12 127 642 |
|          | Epargne brute                                      | 11 418 030 | 13 906 858 | 14 668 557 |
|          | Epargne nette                                      | 8 321 385  | 10 494 054 | 11 409 607 |

#### 1) RECETTES

Le principal chapitre de recettes est celui des recettes de fiscalité (Ch73). Il s'élève à 40,3 M€ en 2023, soit une augmentation de 7,1 % par rapport à 2022.

Ce chapitre est composé des recettes de fiscalité des ménages et entreprises du territoire, ainsi que d'une fraction de la TVA collectée au niveau national venue remplacée dans le panier fiscal des communautés de commune la taxe d'habitation sur les résidences principales ainsi que les pertes de recette liées à la réforme de la CVAE.

Outre l'augmentation du montant des bases d'imposition, physiques et nominales, le niveau d'inflation élevé en 2023 (4,9 %) a contribué à l'augmentation des recettes du chapitre 73, de par l'augmentation des recettes de TVA.



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la suppression de la CVAE est compensée par l'affectation aux collectivités d'une fraction de la TVA nationale.

L'année 2023 est la troisième année d'application du nouveau schéma de financement des collectivités locales avec notamment la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), compensée par une fraction de TVA depuis 2021. La croissance de cette recette est directement liée à la dynamique nationale.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) demeure et représente une recette pour MACS de 7 M€ en 2023. Le taux de 2019 était figé jusqu'en 2022. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, MACS a retrouvé son pouvoir de taux tout en faisant le choix de ne pas augmenter ce taux.

L'ensemble des lignes de fiscalité sont en augmentation sur 2023.

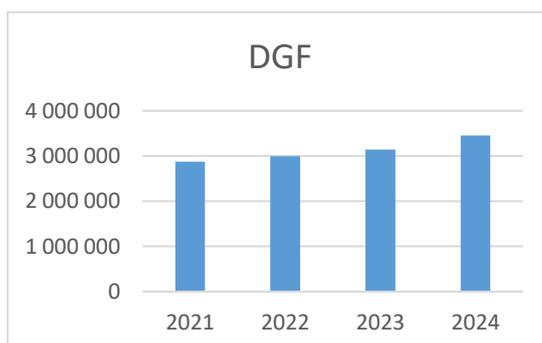
- Le sous-total des recettes de fiscalité ménages a augmenté de 8,74 %. Les recettes de fiscalité des ménages représentent 61,82 % des recettes totales de fiscalité.

Les taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) et non bâties (TFNB), ainsi que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) ont bénéficié, en partie, d'une revalorisation des valeurs locatives à hauteur de 3,9 % en 2023. Les taux de fiscalité n'ont pas été modifiés sur l'exercice.

- Le sous-total des recettes de fiscalité entreprises a progressé globalement de 9,3 % sur le chapitre 73. Les bases de CFE bénéficient également de la revalorisation des valeurs locatives de 3,9 %, exclusion faite des locaux industriels : la recette de CFE a augmenté de 8,92 % par rapport à 2022, pour atteindre un montant supérieur à celui de la période pré-covid.

Le second chapitre de recettes est le chapitre des dotations (Ch74). Il regroupe les dotations de l'État suite aux réformes successives, dont la dotation globale de fonctionnement (DGF) et les compensations de fiscalité.

La principale, la DGF, affiche une croissance moyenne sur les quatre dernières années de 4,2 % et pour 2023, la croissance est de 5,1 %. Au niveau départemental, la DGF attribuée aux intercommunalités a augmenté de 0,8 % en 2023.



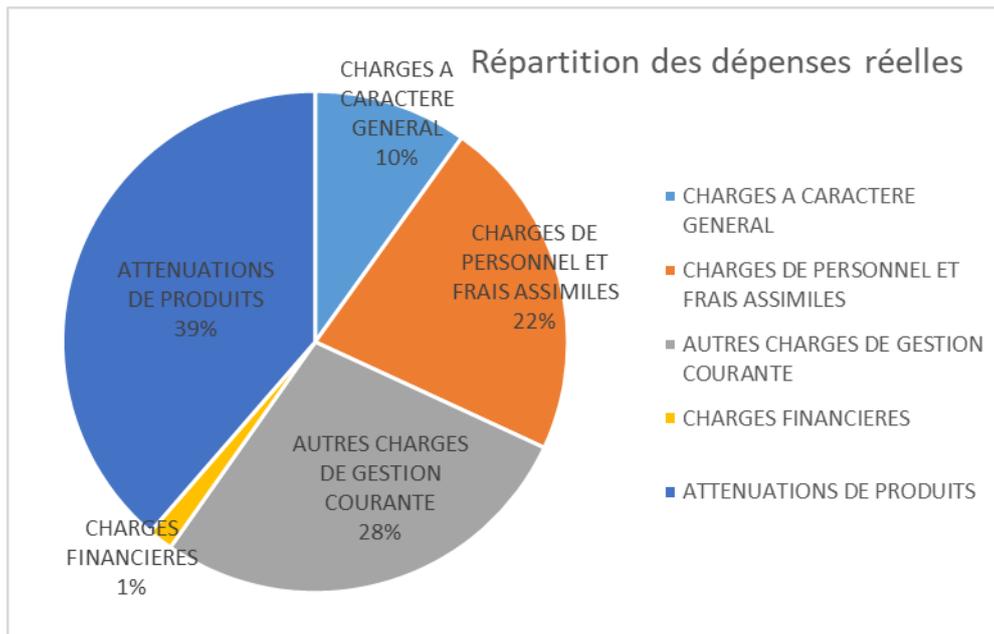


Sur le cumul des chapitres 73 et 74 fiscalités et dotations, représentant plus de 98,5 % des recettes réelles du budget principal de MACS, le taux de consommation budgétaire est de 103 % sur l'exercice 2023.

## 2) DÉPENSES

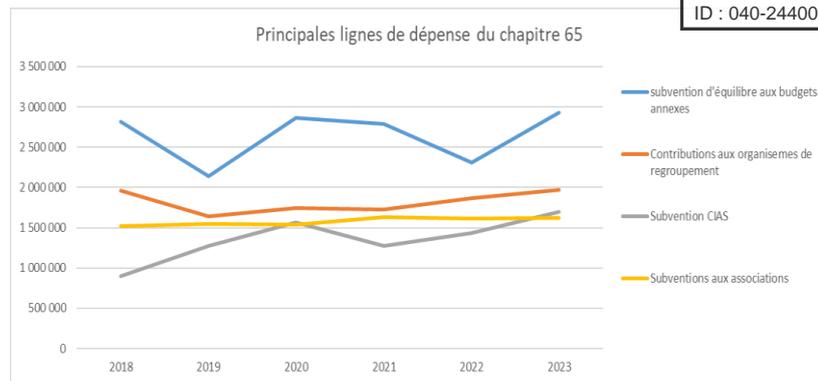
Du côté des dépenses, l'évolution est de + 4,3 % entre 2022 et 2023. Pour rappel, l'augmentation annuelle précédente était de 6,6 %.

Toutefois, l'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement est 7,5 %, contre 2,7 % en N-1. Pour rappel, l'inflation 2023 a été de 4,9 % contre 5,2 % en 2022.



Le chapitre 73 de reversement de fiscalité comprend le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) pour un montant inchangé de 8,4 M€ et des attributions de compensation versées aux communes, qui évoluent au fur et à mesure des évaluations de charges réalisées par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT). Le montant des attributions de compensation versé par MACS aux communes est de 3 883 282 € en 2023, auquel il faut ajouter le tiers de prise en charge des AC négatives des communes bénéficiant de la solidarité pour un montant de 22 296 € et 13 195 € de participation de MACS au pacte financier et fiscal.

Le deuxième chapitre, dans l'ordre décroissant, est le chapitre 65 des autres charges de gestion courante pour un montant de près de 9 M€, soit 28 % des dépenses réelles de fonctionnement. Il a notamment connu ces deux dernières années des besoins importants liés à la crise sanitaire avec des dotations complémentaires nécessaires aux équilibres financiers des budgets annexes et au CIAS. Sa croissance est de 14 % en 2023. Ce chapitre est fluctuant mais doit tendre à une stabilité selon les objectifs budgétaires mis en place.



Les charges de personnel représentent 22 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles ont connu deux augmentations significatives consécutives sur le budget principal de MACS avec + 10,7 % en 2022 et + 12,7 % en 2023. Ces évolutions financières sont la résultante de volontés politiques d'améliorer le pouvoir d'achat des agents, leurs conditions de travail et de faire face à la montée en puissance des politiques publiques. Ces choix assumés, ont trois origines avec des répercussions sur 2023 :

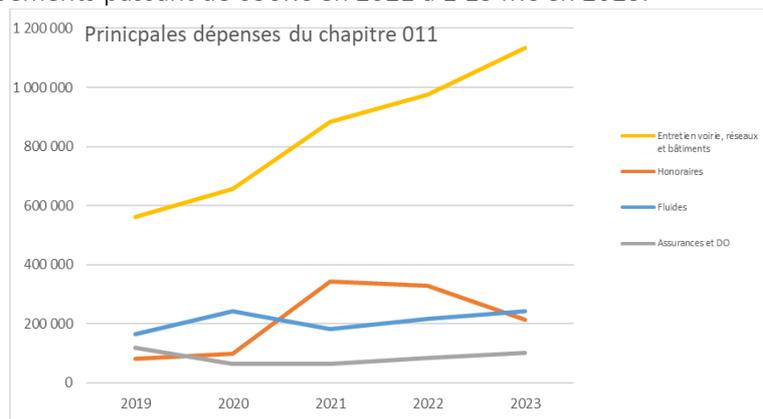
- Mesures gouvernementales avec la hausse du point d'indice, les réévaluations de grilles et de primes
- Mesures MACS avec la revalorisation de l'IFSE et du CIAS
- Créations de postes 2023 au nombre de 8 entre 2022 et 2023 ayant des impacts sur l'exercice

Pour autant, MACS a un niveau de charges de personnel inférieur à la moyenne des groupements à fiscalité propre :

| €/habitant           | MACS | moyenne des GFP des Landes | moyenne des GFP de Nouvelle Aquitaine | moyenne des GFP France entière |
|----------------------|------|----------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Charges de personnel | 101  | 119                        | 167                                   | 158                            |

(source : document de valorisation financière et fiscale 2023 émis par le conseiller aux décideurs locaux)

Enfin, les charges à caractère général augmentent significativement pour la troisième année consécutive (+ 19 % en 2021, + 8 % en 2022 et + 9 % en 2023) pour atteindre 3,2M€ en 2023. Cette augmentation s'explique notamment par d'importants frais d'entretien de la voirie (fauchage, débroussaillage), réseaux et bâtiments liés aux nouveaux équipements passant de 650K€ en 2021 à 1 134K€ en 2023.



## B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement de MACS présente un **solde négatif sur l'exercice à hauteur de - 781 K€ en 2023**. Les dépenses d'investissement sur l'exercice ont été plus importantes que les recettes d'investissement. Ce solde négatif oblige à l'utilisation des fonds propres constitués en début de mandat. Il est annonciateur d'un emprunt nécessaire prochainement.



| Chapitre                              |  | 2021       | 2022       | 2023       |
|---------------------------------------|--|------------|------------|------------|
| 10                                    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                | 10 093 526 | 10 473 301 | 13 048 875 |
| 13                                    | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                | 3 080 514  | 2 510 044  | 3 025 817  |
| 16                                    | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                       | 4 001 980  | 3 042 950  | 4 986      |
| 204                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                   | 0          | 128 986    | 7 770      |
| 45                                    | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                    | 65 792     | 374 376    | 376 413    |
| 23                                    | IMMOBILISATIONS EN COURS                           | 2 225      | 119 510    | 1 070      |
| 040                                   | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 2 849 275  | 4 211 499  | 3 223 554  |
| 041                                   | OPERATIONS PATRIMONIALES                           | 216 750    | 599 141    | 65 491     |
| 042                                   | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 0          | 0          | 0          |
| RECETTES                              |  | 20 310 061 | 21 459 806 | 19 753 976 |
| 16                                    | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                       | 3 098 043  | 3 414 324  | 3 260 900  |
| 10                                    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                | 0          | 16 020     | 0          |
| 13                                    | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                | 0          | 90 939     | 0          |
| 26                                    | PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI. | 0          | 0          | 1 850      |
| 27                                    | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                 | 0          | 0          | 304 950    |
| 45                                    | TRAVAUX HORS COMPETENCE                            | 65 792     | 374 376    | 376 413    |
|                                       | DEPENSES EQUIPEMENTS                               | 15 003 356 | 13 152 498 | 16 525 778 |
| 040                                   | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 0          | 6          | 0          |
| 041                                   | OPERATIONS PATRIMONIALES                           | 216 750    | 599 141    | 65 491     |
| DEPENSES                              |  | 18 383 940 | 17 647 303 | 20 535 382 |
| Solde d'investissement N              |  | 1 926 121  | 3 812 503  | -781 406   |
| 001                                   | RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE                  | -4 499 103 | -2 572 982 | 1 239 521  |
| Solde d'investissement cumulé 31/12/N |  | -2 572 982 | 1 239 521  | 458 115    |

Les dépenses d'équipement ont été de 18,6 M€, uniquement sur le budget principal de MACS.

En moyenne par habitant, les dépenses d'équipement du budget principal de MACS représentent 233€/habitant. Ce montant est supérieur à la moyenne de ces mêmes dépenses des autres groupements à fiscalité propre :

| €/habitant            | MACS | moyenne des GFP des Landes | moyenne des GFP de Nouvelle Aquitaine | moyenne des GFP France entière |
|-----------------------|------|----------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Dépenses d'équipement | 233  | 159                        | 103                                   | 111                            |

(source : document de valorisation financière et fiscale 2023 émis par le conseiller aux décideurs locaux)

Ces dépenses d'équipement comprennent notamment :

- la voirie (6M€), qu'il s'agisse de projet de réaménagement ou de requalification, de sécurité ou de pérennité,
- la mobilité (voies vertes, pôle d'échanges multimodal...1,5M€),
- le pôle artistique créatif contemporain (2,4M€), dont les dépenses se poursuivront sur 2024 pour une ouverture au public à compter du 8 juin 2024,
- le fonds d'investissement local et le fonds d'investissement local vert (0,9M€), dont le rythme des demandes de financement des communes s'est accéléré,
- la pépinière Pédebert et l'aménagement des zones d'activité (1,4M€)



Ce budget annexe regroupant les écritures comptables du centre aquatique d'Aguebrie à Saint-Gours de Marenne fait apparaître un résultat comptable de l'année, avant report de fonctionnement, de +776 K€, supérieur à 2021 et 2022. Cependant ce résultat est faussé par la subvention d'équilibre de MACS qui vient compenser les déficits. Cette subvention d'équilibre a été réévaluée passant de 1,5M€ à près de 2M€ en 2023 et l'épargne brute du budget annexe avant subvention d'équilibre est identique sur deux années à savoir -900K€.

Le centre aquatique a été fermé le 20 septembre 2023 à la date de la fin la DSP de la société Vert Marine. Les états des lieux de sortie ont montré une multitude de désordres. La CC MACS a engagé des travaux de réparation à la place de Vert Marine en vue de la réouverture du centre aquatique prévue le 15 juin 2024. Une conciliation est en cours avec la société Vert Marine pour déterminer les responsabilités concernant les désordres et déterminer l'imputabilité des dépenses faites.

L'épargne nette, représentant le reste disponible après remboursement des échéances d'emprunt, est positif à +452K€ après une année négative.

## FONCTIONNEMENT

*Il est à noter que la participation versée au délégataire, auparavant imputée au chapitre 67, est depuis 2022 comptabilisée au chapitre 65.*

| Chapitre  | 2021              | 2022              | 2023              |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| 70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 14 639            | 7 721             | 8 341             |
| 74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS           | 8 763             | 4 295             | 9 570             |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 1 546 554         | 1 525 893         | 2 005 046         |
| <b>RECETTES</b>                                       | <b>1 569 956</b>  | <b>1 537 909</b>  | <b>2 022 957</b>  |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL                       | 58 593            | 59 550            | 88 724            |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 |                   | 698 047           | 682 519           |
| 66 CHARGES FINANCIERES                                | 144 788           | 175 097           | 151 608           |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 665 766           | 586               | 0                 |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS    | 304 416           | 303 577           | 306 685           |
| 68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS     | 0                 | 0                 | 17 000            |
| <b>DEPENSES</b>                                       | <b>1 173 563</b>  | <b>1 236 858</b>  | <b>1 246 536</b>  |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice              | 396 393           | 301 051           | 776 420           |
| R002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE               | 57 271            | 183 787           | 82 479            |
| Résultat de fonctionnement budgétaire                 | 453 663           | 484 838           | 858 899           |
| Epargne brute   | 700 808           | 605 214           | 1 083 105         |
| <i>Avant subvention d'équilibre</i>                   | <i>-812 921</i>   | <i>-904 998</i>   | <i>-906 895</i>   |
| Epargne nette   | 118 593           | -500              | 452 720           |
| <i>Avant subvention d'équilibre</i>                   | <i>-1 395 137</i> | <i>-1 510 713</i> | <i>-1 537 280</i> |

## INVESTISSEMENT



| Chapitre                            |  | 2021     | 2022     | 2023      |
|-------------------------------------|--|----------|----------|-----------|
| 10                                  | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            | 639 445  | 273 777  | 433 972   |
| 13                                  | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 0        | 0        | 598 601   |
| 040                                 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 304 416  | 303 577  | 306 685   |
| RECETTES                            |  | 943 860  | 577 354  | 1 339 258 |
| 16                                  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 582 216  | 605 715  | 630 385   |
|                                     | DEPENSES D'EQUIPEMENT                          | 149 359  | 87 725   | 660 821   |
| DEPENSES                            |  | 731 574  | 693 440  | 1 291 207 |
| Solde d'investissement N            |  | 212 286  | -116 086 | 48 051    |
|                                     | DOO1 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         | -478 062 | -265 776 | -381 862  |
| Solde d'investissement cumulé 31/12 |  | -265 776 | -381 862 | -333 811  |

Le solde d'investissement cumulé demeure négatif sur le budget annexe Aygueble, avec des dépenses d'équipement qui s'ajoutent aux remboursements d'emprunts historiques.

Le prix prévisionnel des travaux de rénovation du carrelage et des travaux de pérennité s'élève à près de 2M€ TTC et le prix de revient prévisionnel des rénovations énergétiques est de 1 M€ TTC, impactant les budgets 2023 et 2024.

Les travaux d'installation des ombrières photovoltaïques sont inscrits au budget annexe « photovoltaïque ».

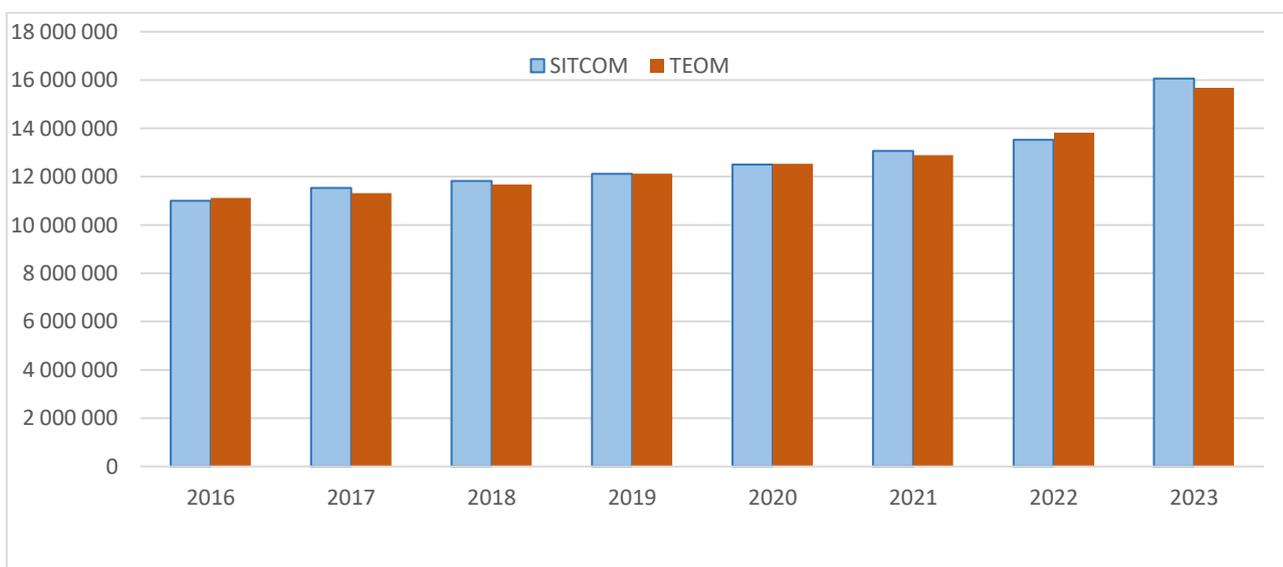
## BUDGET DÉCHETS ET ENVIRONNEMENT

Ce budget annexe regroupe :

- l'enlèvement et le traitement des déchets par l'intermédiaire du SITCOM,
- les actions destinées à favoriser les économies d'énergie,
- les actions liées à la GEMAPI,
- l'enlèvement et le traitement des déchets de venaison.

### 1- Enlèvement et traitement des déchets

L'objectif financier jusqu'en 2022 était la couverture intégrale de la contribution au SITCOM par les recettes de TEOM.





L'augmentation de contribution du SITCOM, principalement dans le cadre de l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), a été de **18,8 % en 2023**.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, pour faire face à ce besoin, la Communauté de communes MACS a augmenté son taux de fiscalité sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 2 %, passant ainsi de 11,21 % à 11,43 %. Une nouvelle augmentation de 5,5 % a été décidée pour 2023 pour porter le taux de TEOM à 12,06 %.

Cependant les élus de MACS ont fait le choix de ne pas augmenter le taux de TEOM en 2024 pour ne pas mettre plus en difficulté le pouvoir d'achat des ménages déjà affectés par l'inflation.

Le taux de croissance physique des bases de recettes de TEOM a été de + 8 % entre 2022 et 2023, et le taux de revalorisation des valeurs locatives a été de 3,9 % sur la base de l'inflation harmonisée nationale. Les recettes de TEOM pour 2023 enregistrent une hausse de 13,7 % au total.

## 2- Soutien aux actions d'économie d'énergie

Sont inclus :

- le fonds d'investissement local à destination des travaux d'économie d'énergie,
- l'animation de Rénomacs,
- les subventions aux particuliers,
- les subventions pour la rénovation énergétique des bâtiments publics,
- le suivi réalisé par les équipes de MACS (coût de gestion).

Entre investissement et fonctionnement, les dépenses directement attribuées à ces actions s'élèvent en 2022 à 330 448 €.

## 3- GEMAPI

Les contributions aux syndicats de rivières s'élèvent à 590 342 € en 2023 entre fonctionnement et investissement. MACS a également réalisé des travaux d'investissement 479 022€.

En 2022, MACS a mis en place la taxe GEMAPI, qui a permis de prélever des recettes à hauteur de 734 935 €, y compris rôles supplémentaires et net des dégrèvements.

Les taux additionnels sont fixés par l'administration fiscale en fonction des produits et des bases d'imposition du territoire pour chacune des taxes (THRS, TFPB, TFNB et CFE) sur lesquelles la taxe GEMAPI est adossée.

En moyenne et compte tenu de la stabilité du produit appelé et de l'évolution du nombre de contribuable, la taxe GEMAPI est de 7,53 € en 2023 soit une baisse de 2,4 %.

FONCTIONNEMENT



| Chapitre                                 |  | 2021            | 2022           | 2023            |
|--|--|-----------------|----------------|-----------------|
| 73                                       | IMPOTS ET TAXES                                | 12 891 433      | 14 513 452     | 16 424 606      |
| 74                                       | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS       | 0               | 39 854         | 104 449         |
| 75                                       | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE            | 910 217         | 395 831        | 400 000         |
| 76                                       | PRODUITS FINANCIERS                            | 0               | 2 441          | 3 807           |
| 77                                       | PRODUITS EXCEPTIONNELS                         | 0               | 48 006         | 0               |
| RECETTES                                 |  | 13 801 650      | 14 999 584     | 16 932 863      |
| 011                                      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                    | 182 617         | 241 808        | 280 229         |
| 012                                      | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES        | 93 393          | 138 710        | 201 962         |
| 65                                       | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE             | 13 373 833      | 13 833 019     | 16 062 162      |
| 66                                       | CHARGES FINANCIERES                            | 13 971          | 16 059         | 15 658          |
| 014                                      | ATTENUATIONS DE PRODUITS                       | 0               | 0              | 7 218           |
| 042                                      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 124 497         | 159 387        | 203 076         |
| DEPENSES                                 |  | 13 788 310      | 14 388 984     | 16 770 305      |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice |  | 13 340          | 610 600        | 162 558         |
| 002                                      | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE             | 438 464         | 451 804        | 1 062 404       |
| Résultat de fonctionnement budgétaire    |  | 451 804         | 1 062 404      | 1 224 962       |
| Epargne brute                            |  | 137 837         | 721 982        | 365 634         |
| <i>Avant subvention d'équilibre</i>      |  | <i>-772 381</i> | <i>326 151</i> | <i>-34 366</i>  |
| Epargne nette                            |  | -15 497         | 518 649        | 145 634         |
| <i>Avant subvention d'équilibre</i>      |  | <i>-925 714</i> | <i>122 818</i> | <i>-254 366</i> |

## INVESTISSEMENT

| Chapitre                            |  | 2021     | 2022      | 2023      |
|-------------------------------------|--|----------|-----------|-----------|
| 10                                  | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            | 26 118   | 54 532    | 86 443    |
| 13                                  | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 0        | 606 450   | 37 154    |
| 16                                  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 0        | 1 000 000 | 0         |
| 040                                 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 124 497  | 159 387   | 203 076   |
| RECETTES                            |  | 150 615  | 1 820 370 | 326 673   |
| 16                                  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 153 333  | 203 333   | 220 000   |
| 26                                  | TITRES DE PARTICIPATIONS                       | 3 500    |           | 14 300    |
|                                     | DEPENSES D'EQUIPEMENTS                         | 522 206  | 696 864   | 1 076 346 |
| DEPENSES                            |  | 679 039  | 900 198   | 1 310 646 |
| Solde d'investissement N            |  | -528 424 | 920 172   | -983 973  |
| Solde d'investissement cumulé 31/12 |  | 511 089  | 1 431 262 | 447 288   |

## BUDGET PÔLE CULINAIRE

L'exercice 2023, tout comme 2022, est marqué par une hausse importante des coûts des matières premières et de l'énergie. La hausse des recettes n'a pas permis de maintenir l'épargne nette au niveau de 2021.



## FONCTIONNEMENT

| Chapitre                                 |  | 2021      | 2022      | 2023      |
|--|--|-----------|-----------|-----------|
| 011                                      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 22 663    | 3 213     | 0         |
| 013                                      | ATTENUATIONS DE CHARGES                            | 47 928    | 129 033   | 6 899     |
| 70                                       | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 5 023 904 | 5 273 882 | 5 786 622 |
| 74                                       | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS           | 10 299    | 12 179    | 5 427     |
| 75                                       | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 160 000   | 160 001   | 191 020   |
| 77                                       | PRODUITS EXCEPTIONNELS                             | 3 823     | 8 296     | 1 090     |
| RECETTES                                 |  | 5 268 617 | 5 586 604 | 5 991 058 |
| 011                                      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 3 067 136 | 3 261 567 | 3 510 231 |
| 012                                      | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES            | 1 821 547 | 2 060 983 | 2 240 104 |
| 65                                       | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 39 949    | 29 328    | 8 325     |
| 66                                       | CHARGES FINANCIERES                                | 32 502    | 27 664    | 22 609    |
| 67                                       | CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 1 854     | 1 551     | 533       |
| 68                                       | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS     | 50 000    | 65 000    | 89 720    |
| 042                                      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 248 041   | 199 376   | 179 530   |
| DEPENSES                                 |  | 5 261 028 | 5 645 469 | 6 051 052 |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice |  | 7 588     | -58 865   | -59 994   |
| 002                                      | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                 | 255 432   | 263 021   | 204 156   |
| Résultat de fonctionnement budgétaire    |  | 263 020   | 204 156   | 144 162   |
| Epargne brute                            |  | 303 660   | 198 766   | 208 699   |
| Avant subvention d'équilibre             |  | 143 660   | 38 766    | 18 699    |
| Epargne nette                            |  | 201 024   | 91 501    | 96 597    |
| Avant subvention d'équilibre             |  | 41 024    | -68 499   | -93 403   |

Les recettes du pôle culinaire sont en continuelle évolution. Les recettes des prestations sont en hausse de **9,8 % en 2023**. Seules les prestations extérieures et à destination des EPHAD sont en recul. L'EHPAD Lesgourgues à Capbreton a fait le choix d'internaliser la préparation des repas de ses pensionnaires à compter de mars 2023. Le nombre de repas est en baisse de - 0,5 % sur l'année, pour un prix moyen facturé de 4,20 €.

| Nb Repas produits             | 2021      | 2022      | 2023      |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| TOTAL                         | 1 381 803 | 1 383 912 | 1 376 658 |
| Evol                          | 26,3%     | 0,2%      | -0,5%     |
| Chiffre d'affaire             | 2021      | 2022      | 2023      |
| 5203 Portage                  | 1 473 960 | 1 536 324 | 1 676 799 |
| 5204 Restaurant Administratif | 12 226    | 30 394    | 66 550    |
| 5205 Restauration scolaire    | 1 954 714 | 2 177 193 | 2 562 209 |
| 5206 Prestations extérieures  | 288 953   | 85 194    | 45 062    |
| 5207 Centres de loisirs       | 186 524   | 219 990   | 276 161   |
| 5208 Crèches                  | 150 474   | 158 094   | 190 911   |
| 5209 EPHAD                    | 957 054   | 1 064 183 | 968 930   |
| TOTAL                         | 5 023 904 | 5 271 372 | 5 786 622 |
| Evol                          | 23,1%     | 4,9%      | 9,8%      |
| Prix de vente moyen           | 3,636     | 3,809     | 4,203     |
| Evol                          | -2,5%     | 4,8%      | 10,4%     |

Du côté des dépenses, les augmentations se poursuivent sur l'ensemble des principaux chapitres. En effet, le poste alimentation bondit de + 18,9 %, les emballages de + 15 % et à nouveau l'énergie de + 90 %.

À l'augmentation du chapitre des charges à caractère général s'ajoute les augmentations du chapitre relatif aux frais de personnel à hauteur de 8,7 % en 2023 après une variation de + 13 % en 2022. Cette variation est justifiée par une évolution du taux indiciaire de 3,6 % (85K€) et des créations de postes pour 90K€, notamment en vue du renforcement de l'équipe d'encadrement. Ces augmentations de coûts ont été rendues possible par une décision modificative de 140K€ au cours de l'année 2023.



Le résultat comptable de l'exercice, avant report de résultat N-1, présente un déficit pour la deuxième année consécutive ne permettant plus de constituer les fonds propres nécessaires au financement prévu du nouveau pôle culinaire sur la zone d'activité Atlantisud à Saint-Geours-de-Maremne.

Avec une subvention d'équilibre réévaluée à 190 000 €, le budget annexe dégage une épargne 2023 en diminution. Le solde d'investissement cumulé au 31/12/2023 est de 1 200 967 € grâce aux subventions d'équipement versées par le budget principal.

#### INVESTISSEMENT

| Chapitre                            |  | 2021    | 2022    | 2023      |
|-------------------------------------|--|---------|---------|-----------|
| 10                                  | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            | 8 110   | 66 549  | 113 455   |
| 13                                  | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 0       | 600 000 | 1 020 432 |
| 23                                  | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 0       | 42 966  | 0         |
| 040                                 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 248 041 | 199 376 | 179 530   |
| RECETTES                            |  | 256 151 | 908 891 | 1 313 417 |
| 16                                  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 102 636 | 107 265 | 112 102   |
|                                     | DEPENSES D'EQUIPEMENT                          | 116 606 | 659 987 | 947 853   |
| DEPENSES                            |  | 219 242 | 767 252 | 1 059 955 |
| Solde d'investissement N            |  | 36 909  | 141 639 | 253 462   |
| R001                                | RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE              | 768 957 | 805 866 | 947 505   |
| Solde d'investissement cumulé 31/12 |  | 805 866 | 947 505 | 1 200 967 |

Pour la construction du nouveau pôle culinaire de MACS à Saint-Geours de Maremne, les offres des entreprises ont été attribuées en octobre 2023, et la phase préparatoire des travaux a commencé début décembre 2023. L'opération doit durer jusqu'au mois d'août 2025.

#### BUDGET TRANSPORT

Pour rappel, ce budget relève de la nomenclature comptable M43. Il s'agit d'un budget SPIC, imposé par les textes législatifs. Cependant, par dérogation, le versement d'une subvention d'équilibre est autorisé sur présentation du mode de calcul et des motivations.

#### FONCTIONNEMENT



| Chapitres                                |  | 2021                                | 2022           | 2023           |
|--|--|-------------------------------------|----------------|----------------|
| 70                                       | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 106 488                             | 94 760         | 50 390         |
| 73                                       | IMPOTS ET TAXES                                    | 2 003 150                           | 2 134 689      | 2 351 387      |
| 74                                       | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS           | 117 635                             | 595 667        | 1 775 471      |
| 75                                       | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 205 001                             | 238 658        | 359 262        |
| 77                                       | PRODUITS EXCEPTIONNELS                             | 0                                   | 49             | 22             |
| RECETTES                                 |  | 2 432 274                           | 3 063 823      | 4 536 531      |
| 011                                      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 67 615                              | 51 256         | 131 820        |
| 012                                      | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES            | 144 972                             | 225 608        | 296 958        |
| 14                                       | ATTENUATION DE PRODUIT                             |                                     | 2 169          | 252            |
| 65                                       | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 2 012 463                           | 2 589 002      | 4 058 512      |
| 66                                       | CHARGES FINANCIERES                                | 3 561                               | 3 299          | 3 038          |
| 67                                       | CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 2 014                               | 0              | 0              |
| 042                                      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 165 910                             | 176 879        | 185 382        |
| DEPENSES                                 |  | 2 396 534                           | 3 048 212      | 4 675 961      |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice |  | 35 740                              | 15 611         | -139 430       |
| R002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE  |  | 323 220                             | 358 960        | 374 570        |
| Résultat de fonctionnement budgétaire    |  | 358 960                             | 374 571        | 235 140        |
| Epargne brute                            |  | 203 664                             | 192 440        | 45 930         |
|  |  | <i>Avant subvention d'équilibre</i> | <i>-1 336</i>  | <i>-46 218</i> |
| Epargne nette                            |  | 156 998                             | 145 773        | -737           |
|  |  | <i>Avant subvention d'équilibre</i> | <i>-48 003</i> | <i>-92 885</i> |

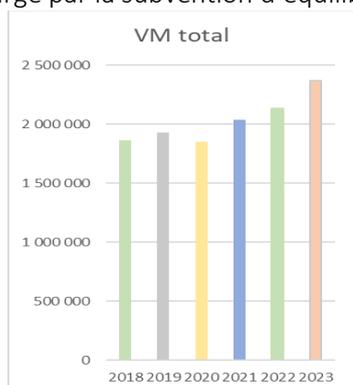
Sur le budget annexe du transport, les dépenses de fonctionnement augmentent également significativement principalement sur la contribution au délégataire de l'obligation de service public TRansLandes.

La cause principale est la prise de compétence au 1er septembre 2022 du transport scolaire transféré de fait par la Région anciennement compétente en la matière.

Cette compétence est exercée par MACS en 2023 sur une année pleine, entraînant une nouvelle forte augmentation du chapitre 65 (+ 1,5M€). Cette nouvelle compétence est toutefois financée par des subventions du Département et de la Région (ch74).

A cela s'ajoute le contexte inflationniste qui touche particulièrement ce secteur d'activité avec des coûts de carburant important. Ainsi tous les actionnaires de la SPL TransLandes ont réévalué en 2023 les prix des contrats afin de redresser le déficit observé en 2022. Pour la communauté de commune de MACS cette réévaluation représente +135K€ avant indexation.

En parallèle, le chapitre 70-produits de services, enregistre une forte baisse due à la mise en place de la gratuité pour tous du service transport à compter du 1er septembre 2023 votée par les élus du territoire et pris en charge par la subvention d'équilibre versée par le budget principal de MACS



Les recettes liées au versement mobilité ont augmenté de 10,96 % en 2023 sur la base des rémunérations versées sur le territoire de MACS.



## INVESTISSEMENT

| Chapitres |  | 2021    | 2022    | 2023    |
|-----------|--|---------|---------|---------|
|           | DEPENSES D'EQUIPEMENT                          | 0       | 2 945   | 0       |
| 040       | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 165 910 | 176 879 | 185 382 |
|           | RECETTES                                       | 165 910 | 179 824 | 185 382 |
| 16        | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 46 667  | 46 667  | 46 667  |
|           | DEPENSES D'EQUIPEMENT                          | 194 326 | 132 396 | 85 495  |
|           | DEPENSES                                       | 240 993 | 179 063 | 132 162 |
|           | Solde d'investissement N                       | -75 083 | 760     | 53 220  |
|           | R001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         | 0       | 0       | 0       |
|           | D001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         | 390 085 | 315 003 | 315 763 |
|           | Solde d'investissement cumulé 31/12            | 315 003 | 315 763 | 368 984 |

Le volet investissement fait état de dépenses d'équipement correspondant essentiellement à la mise en accessibilité des arrêts de bus et à leur équipement (poteaux d'affichage des horaires).

Le schéma directeur de mise en accessibilité des arrêts de bus a fait l'objet d'une programmation 2016-2022. Le ralentissement des dépenses sur 2022/2023 correspond à la fin du programme d'aménagement. L'année 2023 a par ailleurs été consacrée à la préparation du marché d'acquisition d'abris voyageurs, qui ont commencé à être déployés fin 2023, avec une commande plus conséquente sur 2024.

L'épargne nette 2023 est négative et le solde d'investissement positif au 31 décembre, permettant de faire face aux dépenses d'équipements annuelles.

## BUDGET PORT DE CAPBRETON

Pour rappel, ce budget relève de la nomenclature comptable M4 ; il est assujéti à la TVA (non récupération du FCTVA). Il s'agit d'un budget SPIC, imposé par les textes législatifs.

## FONCTIONNEMENT



| Chapitre                                 |  | 2021      | 2022      | 2023      |
|--|--|-----------|-----------|-----------|
| 013                                      | ATTENUATIONS DE CHARGES                            | 0         | 600       | 0         |
| 70                                       | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 2 083 557 | 2 116 496 | 2 184 538 |
| 75                                       | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 117 232   | 137 835   | 158 870   |
| 77                                       | PRODUITS EXCEPTIONNELS                             | 23 899    | 30 996    | 41 372    |
| 78                                       | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS          | 0         | 0         | 31 506    |
| RECETTES                                 |  | 2 224 688 | 2 285 927 | 2 416 285 |
| 011                                      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 736 063   | 810 585   | 753 829   |
| 012                                      | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES            | 586 306   | 619 952   | 647 102   |
| 65                                       | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 8 167     | 4 438     | 13 611    |
| 66                                       | CHARGES FINANCIERES                                | 19 618    | 15 554    | 11 320    |
| 67                                       | CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 4 105     | 65        | 12 684    |
| 68                                       | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS     | 0         | 0         | 7 410     |
| 69                                       | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES              | 82 098    | 147 707   | 157 074   |
| 042                                      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 296 504   | 190 039   | 168 850   |
| DEPENSES                                 |  | 1 732 860 | 1 788 339 | 1 771 880 |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice |  | 491 828   | 497 588   | 644 405   |
|  | R002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE            | 442 171   | 0         | 497 588   |
| Résultat de fonctionnement budgétaire    |  | 934 000   | 497 588   | 1 141 993 |
| Epargne brute                            |  | 768 538   | 656 695   | 760 472   |
| Epargne nette                            |  | 659 992   | 544 175   | 643 829   |

Le chapitre 011 affiche une baisse en 2023 malgré une hausse des fournitures non stockables (eau et électricité). En effet, en 2023, les dépenses d'entretien courant et de gros entretien des bâtiments ont diminué de 60 % après une année 2022 particulièrement élevée, revenant à un niveau plus régulier. Ces variations de dépenses d'entretien courant sont lissées grâce à l'application de provision pour risques et charge constatant le programme prévisionnel de gros entretien sur ces équipements techniques très spécifiques.

En 2023, les barèmes des droits de port ont été revalorisés à + 5 % (contre + 3 % en 2022), générant un léger regain d'épargne permettant de couvrir une infime partie des investissements lourds en cours et à venir.

#### INVESTISSEMENT

| Chapitre                              |  | 2021    | 2022      | 2023      |
|---------------------------------------|--|---------|-----------|-----------|
| 040                                   | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 296 504 | 190 039   | 168 850   |
| 10                                    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            | 175 790 | 934 000   | 0         |
| 13                                    | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 0       | 42 216    | 29 055    |
| RECETTES                              |  | 472 295 | 1 166 254 | 197 904   |
| 16                                    | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 108 547 | 112 521   | 116 642   |
|                                       | EQUIPEMENTS                                    | 181 656 | 81 070    | 1 057 546 |
| DEPENSES                              |  | 290 203 | 193 590   | 1 174 189 |
| Solde d'investissement N              |  | 182 092 | 972 664   | -976 284  |
|                                       | R001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         |         | 92 301    | 1 064 965 |
|                                       | D001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         | 89 790  |           |           |
| Solde d'investissement cumulé 31/12/N |  | 92 301  | 1 064 965 | 88 681    |

Pour rappel, le port de Capbreton est entré dans une phase de modernisation, principalement autour du projet « Port d'avenir ». Ce projet d'envergure sur plusieurs années s'articulera autour de plusieurs axes :

- la modernisation de la zone technique,



- les réorganisations de l'occupation du domaine public sur terre et sur le plan d'eau,
- les aménagements autour de la maison du port,
- les aménagements du môle sud.

Les dépenses d'équipement réalisées par le budget annexe du port s'élèvent à plus d'1M€ en 2023 correspondant au début de la première phase de désensablement du bassin portuaire. Ce programme de dragage du bassin portuaire représentant 110 000 m<sup>3</sup> de sédiments à draguer en 2 campagnes :

- la première a débuté en octobre 2023 et s'est achevée en mai 2024 pour un montant de 3,2 millions d'euros HT,
- la seconde phase devrait commencer en octobre 2024 pour s'achever en avril 2025 pour un coût estimatif de 5 millions d'euros HT.

Cette opération importante pour maintenir l'accès au port va entraîner de fortes dépenses en 2024 avec le solde des travaux de dragage phase 1 et la première partie des travaux de dragage phase 2 (aménagement du terrain ICPE, MO, opération de dragage et transport des sables).

Un projet de valorisation des sédiments pollués est à l'étude afin de les intégrer dans les matériaux pour des travaux de bâtiment ou de voirie, pouvant aboutir à la gestion d'une plateforme avec un modèle économique à définir.

Pour réaliser ces investissements, le port de Capbreton a d'ores-et-déjà utilisé les fonds propres constitués précédemment, les dépenses d'investissement étant plus élevées que les recettes d'investissement. Le solde d'investissement au 31/12/2023 est de 88K€. Pour la réalisation des travaux à venir, le budget annexe sera dans l'obligation de réaliser des emprunts significatifs.

## BUDGET PHOTOVOLTAÏQUE

Dans le cadre des travaux d'extension du siège de MACS, des panneaux photovoltaïques ont été installés sur la toiture du siège de MACS. L'électricité produite a vocation à être revendue à EDF.

Or, l'activité de production et de distribution d'énergie est une activité constitutive d'un service public industriel et commercial, nécessitant la création d'un budget annexe spécifique régi par la nomenclature budgétaire et comptable M4.

Afin de répondre à cette obligation, un budget annexe « Photovoltaïque » a été créé en 2022. Ce budget comprend :

- en section de fonctionnement, les ventes d'électricité en recettes, et les frais de maintenance en dépenses,
- en section d'investissement, l'installation de panneaux photovoltaïques à venir sur les différents bâtiments de MACS.

### FONCTIONNEMENT



| Chapitre |  | 2022   | 2023   |
|----------|--|--------|--------|
| 70       | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 21 237 | 11 105 |
|          | RECETTES   | 21 237 | 11 105 |
| 011      | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 1 847  | 1 341  |
|          | DEPENSES   | 1 847  | 1 341  |
|          | R002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE            | 0      | 19 390 |
|          | Résultat de fonctionnement budgétaire              | 19 390 | 29 154 |
|          | Epargne brute                                      | 19 390 | 9 764  |
|          | Epargne nette                                      | 19 390 | 9 764  |

#### INVESTISSEMENT

| Chapitre |  | 2022 | 2023    |
|----------|--|------|---------|
| 10       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            | 0    | 0       |
| 13       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 0    | 0       |
| 040      | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0    | 0       |
|          | RECETTES                                       | 0    | 0       |
| 16       | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 0    | 0       |
|          | DEPENSES D'EQUIPEMENT                          | 0    | 43 104  |
|          | DEPENSES                                       | 0    | 43 104  |
|          | Solde d'investissement N                       | 0    | -43 104 |
|          | R001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         |      |         |
|          | D001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE         |      | 0       |
|          | Solde d'investissement cumulé 31/12            | 0    | -43 104 |

### BUDGETS DES ZAE

Il existe au 31/12/2023, 14 budgets annexes de ZAE de MACS :

- ZAE de MACS à Josse
- ZAE de MACS à Magescq
- ZAE de MACS à Saint-Vincent de Tyrosse
- ZAE de MACS à Capbreton
- ZAE de MACS à Soustons
- ZAE de MACS à Saubrigues
- ZAE de MACS à Bénésse-Maremne
- ZAE de MACS à Seignosse Laubian 3
- ZAE de MACS « Marlé » à Tosse
- ZAE communales depuis leur transfert à MACS au 1<sup>er</sup> janvier 2017
- ZAE de MACS à Saubusse
- ZAE de MACS « Boulins » à Josse
- ZAE de MACS « Pey de l'ancre II » à Messanges
- ZAE de MACS « du Tuquet » à Angresse (extension)

Le principe des ZAE est l'équilibre financier à terminaison. En effet, les ventes doivent à minima couvrir les frais engendrés par la création et l'aménagement de la zone dans le cas d'un objectif de vente.



Le 30 juin 2023, le conseil communautaire a voté une nouvelle feuille de route 2023-2026 afin de maintenir la maîtrise du foncier par MACS et ainsi mieux maîtriser l'activité économique, ses orientations et limiter les effets de spéculation.

Cette feuille de route, qui a pour but de concilier développement économique et transitions, repose sur :

1. Des principes d'aménagement durable et visant la sobriété foncière
  - densifier et apaiser les ZAE existantes pour optimiser les espaces d'activités économiques existants,
  - éco-concevoir des opérations d'aménagement,
  - aménager, en concertation avec les entreprises sélectionnées visant l'écologie industrielle et l'optimisation foncière (macro-lot et découpage sur-mesure).
2. Une stratégie de commercialisation exigeante et créatrice d'emplois
  - sélectionner les entreprises sur la base de critères exigeants pour répondre aux enjeux du projet de territoire,
  - réviser le règlement de commercialisation pour faire face à l'attractivité et préserver le capital foncier,
  - privilégier les solutions de location à celles de la vente pour éviter la spéculation foncière,
  - réserver des parcelles à aménager par MACS pour de la location future et avoir des réserves foncières.
3. Une planification structurée et raisonnée en réponse aux besoins
  - optimiser l'occupation de l'espace sur les ZAE déjà urbanisées : répondre ponctuellement et de façon ciblée aux besoins de croissance d'entreprises déjà installées et par la densification de ZAE urbanisées,
  - renforcer deux pôles territoriaux d'équilibre et le pôle attractif avec des projets d'extensions de ZAE,
    - o pôle territorial CENTRE : très attractive : extension - (PHASE 1)
      - Arriet Bénesse-Maremne - Energie
      - Tuquet Angresse - Production locale
      - Messanges - Artisanat & Action sport
      - Seignosse Laubian 3 – Artisanat d'art/Lowtech/Lab/Design
    - o pôle territorial NORD et SUD : de proximité et d'équilibre : agrandissement au besoin d'entreprise implantée - village d'artisans - renfort filières (PHASE 2)
      - Soustons - Artisanat & Industrie
      - Saint-Martin-de-Hinx - Artisanat
      - Sainte-Marie-de-Gosse – Artisanat
    - o veiller au développement complémentaire et optimisé de la ZA d'Atlantisud pour accueillir emplois et industries.
4. Une offre globale pour accompagner les entreprises
  - développer l'accompagnement sur mesure à toutes les étapes du parcours de l'entreprise,
  - avoir une approche globale du développement économique pour faire face aux transitions,
  - développer la concertation et faire l'évaluation de la feuille de route.

Chaque budget fait l'objet d'un compte de gestion et d'un compte administratif individualisés et joints au présent rapport. La présentation par chapitre voté sera ici cumulée sur l'ensemble des ZAE afin d'avoir une vision d'ensemble.

FONCTIONNEMENT



|                |      |  | 2021             | 2022             | 2023             |
|----------------|------|--|------------------|------------------|------------------|
| Total Chapitre | 011  | CHARGES A CARACTERE GENERAL                  | 2 748 933        | 478 180          | 116 512          |
| Total Chapitre | 65   | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE           | 57 901           | 0                | 0                |
| Total Chapitre | 67   | CHARGES EXCEPTIONNELLES                      | 0                | 15 658           | 0                |
| Total Chapitre | 040  | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTR         | 0                | 0                | 0                |
| Total Chapitre | 042  | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTR         | 3 926 869        | 5 681 652        | 5 258 372        |
|                |      | <b>Total Dépenses</b>                        | <b>6 733 704</b> | <b>6 175 490</b> | <b>5 374 884</b> |
| Total Chapitre | 70   | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VE        | 1 376 891        | 1 066 214        | 708 078          |
| Total Chapitre | 74   | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIO       | 183 588          | 159 942          | 0                |
| Total Chapitre | 75   | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE          | 0                | 0                | 41 756           |
| Total Chapitre | 77   | PRODUITS EXCEPTIONNELS                       | 95               | 4 463            | 0                |
| Total Chapitre | 040  | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTR         | 0                | 0                | 0                |
| Total Chapitre | 042  | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTR         | 5 681 652        | 5 258 372        | 4 614 973        |
|                |      | <b>Total Recettes</b>                        | <b>7 242 226</b> | <b>6 488 991</b> | <b>5 364 807</b> |
|                |      | <b>Solde de fonctionnement de l'exercice</b> | <b>508 522</b>   | <b>313 501</b>   | <b>-10 077</b>   |
| Total Chapitre | D002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT           | 126 371          | 126 371          | 132 539          |
| Total Chapitre | R002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT           | 1 938 986        | 2 447 508        | 2 767 177        |
|                |      | <b>Solde de fonctionnement budgétaire</b>    | <b>2 321 137</b> | <b>2 634 638</b> | <b>2 624 561</b> |
|                |      | Epargne brute                                | -1 246 356       | 747 976          | 633 322          |
|                |      | Epargne nette                                | -1 588 664       | 747 976          | 633 322          |

8 terrains ont été vendus (dont 7 paiements effectifs sur l'année) sur les zones de TOSSE, SAUBRIGUES, SOUSTONS, SEIGNOSSE, ANGRESSE et MAGESCQ pour un total de plus de 743 K€.

Au 31/12/2023, 16 lots sont en cours de commercialisation :

- Tosse Le Marlé : 1 lot de 900 m<sup>2</sup> + lots 5 à 9 - 3 851 m<sup>2</sup> (stratégie à définir)
- Magescq Tinga : 1 lot de 782 m<sup>2</sup>, 1 lot de 7 900 m<sup>2</sup> ; 1 lot de 24 600 m<sup>2</sup> (à découper) + lot 4 (projet interco)
- Josse La Marqueze : 1 lot de 1 447 m<sup>2</sup>
- Soustons Cramat : 1 lot de 1 121 m<sup>2</sup>
- Josse Boulins : 4 lots de 750 à 1 000 m<sup>2</sup> (1 acquéreur pressenti lot 1)

Courant 2024, deux programmes sont prévus :

- ZAE d'Arriet à Bénesse Maremne : 16 717 m<sup>2</sup> (3 macros)
- ZAE Tuquet à Angresse : 10 361 m<sup>2</sup> (12 lots)

Et à moyen terme sont prévus en commercialisation :

- ZAE Seignosse Laubian 3 : 37 807 m<sup>2</sup>
- ZAE Messanges Pey de l'ancre

L'année 2023 a été marquée par l'établissement de la feuille de routes des ZAE 2023-2026, votée le 27 juin 2023. Cette feuille de route a notamment fixé des dispositions intégrant les principes d'aménagement durable, la sobriété foncière, des dispositions anti-spéculatives, une planification adaptée aux besoins ou encore l'accompagnement des entreprises dans leur installations ou transitions.

Certaines opérations d'aménagement des ZAE ont donc été décalées (ZAE Laubian III à Seignosse, ZAE/ZACOM Pey de l'Ancre à Messanges, ZAE de Bellehourcq à Sainte-Marie-de-Gosse, ZAE de Saint-Martin-de-Hinx et ZAE de Cramat à Soustons).

Sur la Zone de Laubian 3 à Seignosse (extension), l'AMO pour un projet expérimental est lancé, démonstrateur de démarche durable, intégrée : un aménagement de ZAE avec démarche développement durable & objectif neutralité carbone prenant en compte toutes les nouvelles orientations de la nouvelle feuille de route :

- Eco-conception des opérations d'aménagement
  - Étude des solutions d'aménagement sobre et des espaces mutualisées
  - Étude de faisabilité intégrant les enjeux environnementaux
- Aménagement concerté visant l'écologie industrielle et l'optimisation foncière
  - Aménagement en macro-lot, et non plus uniquement en lot individuel



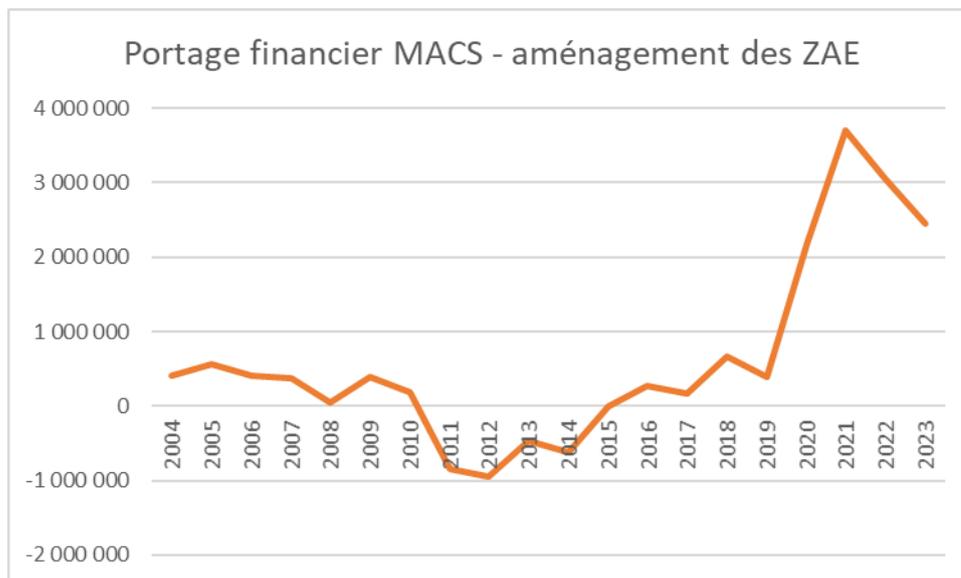
- Aménagement d'opérations par phase pour s'adapter à la demande et aux contraintes techniques
- Penser les découpages en fonction des besoins réels des entreprises sélectionnées
- Prévoir des aménagements et équipements mutualisés en concertation avec les entreprises

Des études ont été menées afin de respecter les engagements pris à savoir :

- l'extension de la ZAE d'Arriet à BENESE-MAREMNE : les études ont été finalisées, le permis d'aménager obtenu, les autorisations environnementales demandées et les travaux préparés en vue d'une réalisation des aménagements courant 1er semestre 2024 et une livraison à l'été 2024. Cela permettant à ENEDIS d'engager à son tour ses travaux de construction de son nouveau site remplaçant celui de CAPBRETON.
- la ZAE du Tuquet à ANGRESSE : les travaux de viabilisation de cette extension de ZAE devront être engagés au plus tard fin 2024 après avoir obtenu le permis d'aménager et les autorisations des autorités environnementales.

L'épargne brute ou nette n'est sur cette politique publique pas un indicateur pertinent. En revanche, le niveau de portage financier, ayant un impact sur la trésorerie de MACS et donc sur la date de souscription des emprunts servant au financement des investissements du PPI, est prioritaire.

L'évolution de portage montre l'engagement de MACS dans le développement économique de son territoire suite à sa prise de compétence. Au 31/12/23 l'avance de trésorerie cumulé s'élève à 2,4M€, contre 3,3 M€ au 31/12/22.





## Titre II - Analyse consolidée

Le présent chapitre propose une description de l'évolution des grands indicateurs et éléments d'analyse.

Les analyses d'évolution globale sont le plus souvent présentées hors ZAE. En effet, les budgets annexes des ZAE sont des budgets souhaités autonomes. Ils s'équilibrent sur plusieurs années et connaissent des variations importantes selon le rythme des aménagements et commercialisations. De plus, les dépenses sont constatées en fonctionnement, ce qui altère l'analyse globale de la section.

### FONCTIONNEMENT

| BUDGET                             | DEPENSES          | RECETTES          | SOLDE             |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| MACS ET BUDGETS ANNEXES            | 36 117 163        | 48 244 806        | 12 127 642        |
| AYGUEBLUE                          | 1 246 536         | 2 105 435         | 858 899           |
| PÔLE CULINAIRE                     | 6 051 052         | 6 195 213         | 144 162           |
| TRANSPORT                          | 4 675 961         | 4 911 101         | 235 140           |
| DECHETS ENVIRONNEMENT              | 16 770 305        | 17 995 267        | 1 224 962         |
| PORT DE CAPBRETON                  | 1 771 880         | 2 913 873         | 1 141 993         |
| PHOTOVOLTAIQUE                     | 1 341             | 30 495            | 29 154            |
| <b>MACS ET BUDGETS ANNEXES</b>     | <b>66 634 239</b> | <b>82 396 190</b> | <b>15 761 952</b> |
| CDC MACS ZAE JOSSE                 | 0                 | 108 582           | 108 582           |
| CDC MACS ZAE MAGESCQ               | 1 698 015         | 3 009 793         | 1 311 778         |
| CDC MACS BENESSE                   | 399 217           | 894 786           | 495 569           |
| CDC MACS ZAE CAPBRETON             | 515 245           | 535 401           | 20 156            |
| CDC MACS ZAE TYROSSE               | 161 036           | 38 178            | -122 858          |
| ECO ZONE SOUSTONS                  | 824 184           | 1 249 951         | 425 766           |
| ZAE DE LAUBIAN 3                   | 408 580           | 413 382           | 4 802             |
| ZAE DE SAUBRIGUES                  | 286 344           | 492 021           | 205 677           |
| ZAE COMMUNALES AMENAGEES           | 9 812             | 0                 | -9 812            |
| ZAE DU MARLE A TOSSE               | 316 833           | 621 836           | 305 003           |
| ZAE DE SAUBUSSE                    | 241 280           | 241 055           | -225              |
| ZAE DE BOULINS A JOSSE             | 204 190           | 217 486           | 13 297            |
| ZAE DE MESSANGES PEY DE L'ANCRE II | 34 706            | 34 706            | 0                 |
| ZAE DU TUQUET A ANGRESSE           | 407 979           | 400 140           | -7 840            |
| <b>ZAE</b>                         | <b>5 507 423</b>  | <b>8 257 317</b>  | <b>2 749 893</b>  |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>72 141 662</b> | <b>90 653 507</b> | <b>18 511 845</b> |



## INVESTISSEMENT

| BUDGET                             | DEPENSES          | RECETTES          | SOLDE             |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| MACS ET BUDGETS ANNEXES            | 20 535 382        | 20 993 498        | 458 115           |
| AYGUEBLUE                          | 1 673 069         | 1 339 258         | -333 811          |
| PÔLE CULINAIRE                     | 1 059 955         | 2 260 921         | 1 200 966         |
| TRANSPORT                          | 132 162           | 501 146           | 368 984           |
| DECHETS ENVIRONNEMENT              | 1 310 646         | 1 757 935         | 447 288           |
| PORT DE CAPBRETON                  | 1 174 189         | 1 262 870         | 88 681            |
| PHOTOVOLTAIQUE                     | 43 104            | 0                 | -43 104           |
| <b>MACS ET BUDGETS ANNEXES</b>     | <b>25 928 507</b> | <b>28 115 626</b> | <b>2 187 119</b>  |
| CDC MACS ZAE JOSSE                 | 74 065            | 0                 | -74 065           |
| CDC MACS ZAE MAGESCQ               | 3 746 527         | 1 689 118         | -2 057 409        |
| CDC MACS BENESSE                   | 1 616 481         | 360 743           | -1 255 738        |
| CDC MACS ZAE CAPBRETON             | 1 843 248         | 515 245           | -1 328 002        |
| CDC MACS ZAE TYROSSE               | 76 356            | 38 178            | -38 178           |
| ECO ZONE SOUSTONS                  | 1 647 809         | 823 624           | -824 184          |
| ZAE DE LAUBIAN 3                   | 804 065           | 396 047           | -408 019          |
| ZAE DE SAUBRIGUES                  | 380 557           | 281 057           | -99 500           |
| ZAE COMMUNALES AMENAGEES           | 0                 | 0                 | 0                 |
| ZAE DU MARLE A TOSSE               | 494 241           | 299 936           | -194 305          |
| ZAE DE SAUBUSSE                    | 481 848           | 241 018           | -240 830          |
| ZAE DE BOULINS A JOSSE             | 397 435           | 201 147           | -196 288          |
| ZAE DE MESSANGES PEY DE L'ANCRE II | 57 456            | 22 750            | -34 706           |
| ZAE DU TUQUET A ANGRESSE           | 560 052           | 389 509           | -170 543          |
| <b>ZAE</b>                         | <b>12 180 140</b> | <b>5 258 372</b>  | <b>-6 921 768</b> |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>38 108 647</b> | <b>33 373 998</b> | <b>-4 734 649</b> |

## La maîtrise du fonctionnement

Avec un taux annuel 2023 de 4,9 %, l'inflation aura eu un impact significatif sur les comptes de MACS et de ses budgets annexes pour la deuxième année consécutive tout comme les comptes de l'ensemble des collectivités territoriales. Cette inflation tend à ralentir au cours de l'année 2023, passant de 6 % en janvier 2023 à 3,7 % en décembre 2023.

Les dépenses des administrations publiques locales sont en hausse de 7 % par rapport à 2022 principalement sous l'influence des consommations intermédiaires (achats courants de biens et de services) en augmentation de + 9,4 % en 2023, alors que les charges de personnel ont connu une hausse globale de 4,8 % en un an.

Les recettes fiscales bénéficient quant à elles de la revalorisation des valeurs locatives et de la dynamique de TVA.

### A. Charges à caractère général

L'évolution des dépenses hors ZAE demeure élevée en 2023 du fait d'une inflation encore élevée principalement sur le coût des denrées, de l'énergie et des matériaux en parallèle d'une croissance de l'activité notamment pour l'entretien de la voirie, des réseaux et des bâtiments.



|                             | 2021      | 2022      | 2023      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| MACS                        | 2 749 269 | 2 964 585 | 3 223 359 |
| AYGUEBLUE                   | 58 593    | 59 550    | 88 724    |
| POLE CULIANIRE              | 3 067 136 | 3 261 567 | 3 510 231 |
| TRANSPORT                   | 67 615    | 51 256    | 131 820   |
| DECHETS ENVIRONNEMENT       | 182 617   | 241 808   | 280 229   |
| PORT DE CAPBRETON           | 736 063   | 810 585   | 753 829   |
| PHOTOVOLTAIQUE              | 0         | 1 847     | 1 341     |
| ZAE                         |           | 478 180   | 116 512   |
| CHARGES A CARACTERE GENERAL | 6 861 293 | 7 869 378 | 8 106 045 |
| Variation N / N-1           | 18,2%     | 14,7%     | 3,0%      |
| Variation N/N-1 hors ZAE    | 18,2%     | 7,7%      | 8,1%      |

## B. Charges de gestion courante

Le chapitre des charges de gestion courante regroupe les subventions aux budgets annexes, aux établissements publics et privés.

La variation de ce chapitre représente 19 % entre 2022 et 2023, soit + 4,8M€, justifiée par plusieurs facteurs cités précédemment :

- la prise de compétence du transport scolaire,
- l'augmentation de la contribution au SITCOM,
- l'augmentation de la participation de MACS au budget du CIAS,
- l'augmentation des contributions aux budgets annexes : AYGUEBLUE, PÔLE CULINAIRE.

|  | 2021       | 2022       | 2023       |
|--|------------|------------|------------|
| MACS                                     | 7 992 157  | 7 969 783  | 9 092 282  |
| AYGUEBLUE                                | 0          | 698 047    | 682 519    |
| POLE CULIANIRE                           | 39 949     | 29 328     | 8 325      |
| TRANSPORT                                | 2 012 463  | 2 589 002  | 4 058 512  |
| DECHETS ENVIRONNEMENT                    | 13 373 833 | 13 833 019 | 16 062 162 |
| PORT DE CAPBRETON                        | 8 167      | 4 438      | 13 611     |
| PHOTOVOLTAIQUE                           |            |            |            |
| AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE       | 23 426 568 | 25 123 617 | 29 917 411 |
| Variation N / N-1                        | 1,9%       | 7,2%       | 19,1%      |
| Variation avec retraitement Contrib AYGU | 2,0%       | 4,3%       | 19,1%      |

\* Les contributions au délégataire du service public d'Aygueblue étaient jusqu'en 2021 inscrites en chapitre 67, puis en chapitre 65 à compter du 01/01/2023.

## C. Charges de personnel

Les charges de personnel de MACS et ses budgets annexes évoluent de façon irrégulière selon les évolutions du périmètre de compétence, des départs et des embauches, des évolutions du cadre juridique, des négociations sociales et salariales, ...

Cependant, le chapitre de dépense 012 intitulé charges de personnel et frais assimilés ne peut être analysé directement. Il doit être retraité des recettes venant atténuer ce chapitre :

- les remboursements de rémunérations et de charges sociales (indemnités journalières de sécurité sociale, remboursements assurance statutaire),



- les recettes de refacturation entre budgets afin de ne pas compter deux fois la charge.

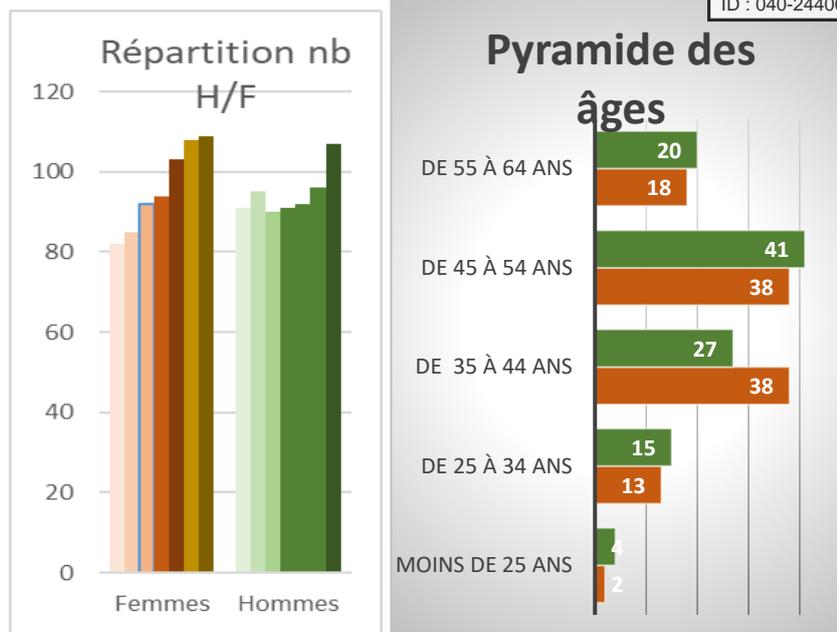
Pour la deuxième année consécutive les charges réelles de personnel cumulées sur l'ensemble des budgets de MACS ont connu une augmentation supérieure à 10 %.

|   | 2021      | 2022      | 2023       |
|---|-----------|-----------|------------|
| CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 8 436 119 | 9 453 689 | 10 609 674 |
| Variation                               | 1,1%      | 12,1%     | 12,2%      |
| Retraitement extracomptable             | -240 329  | -385 936  | -512 599   |
| CHARGES <u>réelles</u> DE PERSONNEL     | 8 195 790 | 9 067 753 | 10 097 075 |
| Variation                               | 1,9%      | 10,6%     | 11,4%      |

Ces évolutions de l'année ont été influées par des décisions de 3 origines :

- Mesures gouvernementales :
  - o 2 hausses du point d'indice successives + 3,5 % en 2022 et + 1,5 % en 2023
  - o Réévaluation des grilles de catégorie B et C en 2023
  - o Augmentation du forfait mobilité durable en 2023
  - o Augmentation de la prise en charge de l'abonnement transport en 2023
  - o Hausse des taux de remboursement des frais professionnels en 2023
- Mesures MACS :
  - o Hausse des planchers et plafonds de l'IFSE en 2022
  - o Revalorisation de l'IFSE des catégories C en 2022
  - o Hausse de 10 % de l'IFSE tous les 2 ans, 5 % pour les A en 2022
  - o Revalorisation du CIA en 2023
  - o Versement d'un CIA exceptionnel pouvoir d'achat en 2023
  - o Adhésion au CNAS en 2022
- Créations de postes 2023 :
  - o Responsable administratif et financier pôle culinaire
  - o Administrateur réseaux DSI
  - o Directeur PARCC
  - o Assistant pôle ressources
  - o Gestionnaire marchés publics
  - o Agent entretien bâtiment
  - o Chargé de mission développement économique
  - o Agent chargé de la police de l'urbanisme

L'effectif du personnel au 31/12/2023 est de 216 agents au sein de MACS et de ses budgets annexes (hors CIAS). La part des femmes est stable aux alentours de 50 % des agents. La moyenne d'âge est également stable (45 ans).



#### D. Autofinancement

Les ratios financiers les plus communément analysés par les communes et intercommunalités sont l'épargne brute et l'épargne nette.

L'épargne brute des collectivités représente la part des recettes de fonctionnement dégagée dans l'année N et disponible au financement des remboursements d'emprunt et aux investissements, dans un deuxième temps. Sa formule mathématique est la suivante : recettes réelles de fonctionnement hors recettes exceptionnelles, moins les dépenses réelles de fonctionnement hors dépenses exceptionnelles.

L'épargne nette, correspond à l'épargne brute à laquelle on déduit les remboursements d'emprunt. De fait, cet indicateur financier correspond aux ressources dégagées dans l'année pour financer les investissements. L'épargne nette dégagée permet de limiter l'emprunt à souscrire pour financer les dépenses d'équipement et ainsi conserver une santé financière saine par une capacité de désendettement absorbable.

Il est utile ici encore de regrouper l'ensemble des budgets de MACS (hors ZAE).



|                      | 2021              | 2022              | 2023              |
|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| MACS                 | 11 418 030        | 13 906 857        | 14 668 557        |
| AYGU                 | 700 808           | 605 215           | 1 083 105         |
| CULI                 | 303 660           | 198 766           | 208 699           |
| TRAN                 | 203 664           | 192 440           | 45 930            |
| DECH                 | 137 837           | 721 982           | 365 634           |
| PORT                 | 768 538           | 656 695           | 760 472           |
| PHOT                 |                   | 19 389            | 9 764             |
| <b>Epargne brute</b> | <b>13 532 537</b> | <b>16 281 955</b> | <b>17 132 397</b> |
| MACS                 | 8 321 385         | 10 492 533        | 11 409 607        |
| AYGU                 | 118 593           | -499              | 452 720           |
| CULI                 | 201 024           | 91 501            | 96 597            |
| TRAN                 | 156 998           | 145 773           | -737              |
| DECH                 | -15 497           | 518 649           | 145 634           |
| PORT                 | 659 992           | 544 175           | 643 829           |
| PHOT                 | 0                 | 19 389            | 9 764             |
| <b>Epargne nette</b> | <b>9 442 494</b>  | <b>11 811 521</b> | <b>12 757 414</b> |

Le total de l'épargne nette dégagée est de 12,7 M€. Il correspond au montant des fonds propres dégagés dans l'année pour financer les investissements, permettant une économie d'emprunt d'autant.

Le total de l'épargne nette demeure de 12 M€. Cependant, le budget annexe du port doit suivre une analyse spécifique puisqu'en raison de son statut de SPIC, il ne peut (sauf exception) être financé par le budget principal. À ce titre, le plan pluriannuel d'investissement du port de Capbreton a été isolé. Il n'est pas inclus dans l'enveloppe des 105 M€ d'investissement du mandat. Le budget annexe du port de Capbreton doit construire son propre plan d'investissement, selon son programme de fonctionnement et les fonds propres dégagés.

**L'épargne nette destinée au financement du PPI de 135 M€ est alors de 12,1 M€.** Elle est supérieure aux simulations financières de début d'exercice 2023, bénéficiant de la forte dynamique de la fiscalité et d'une rationalisation des dépenses portant ses fruits.

## Les dépenses d'investissement

### A. Dépenses d'équipement

MACS a réalisé en 2023 près de 20M€ de dépenses d'équipement, contre 13M€ en 2022. Ces dépenses incluent les dépenses prévues au plan pluriannuel d'investissement mais aussi une partie en dehors de ce PPI (1,6 M€).

Les dépenses hors PPI sont :

- dépenses de voirie hors PPI, financées entièrement par les communes ou les entreprises,
- les dépenses d'investissement du budget annexe du port de Capbreton dont le budget est autonome et doit s'équilibrer par les recettes portuaires.

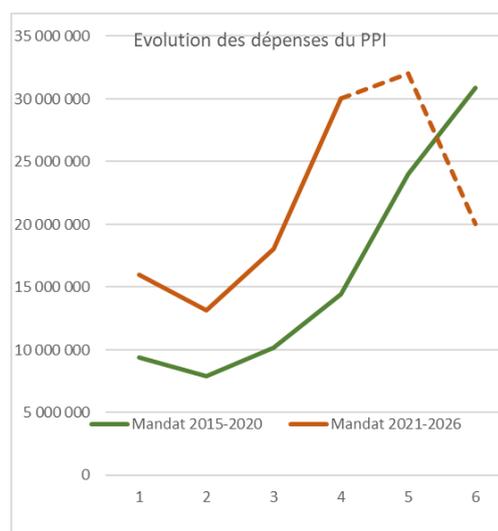
| DEPENSES D'EQUIPEMENT               |           |
|-------------------------------------|-----------|
| Voirie                              | 6 122 887 |
| Pôle Arts Contemporains et Créatifs | 2 420 721 |



|   |                   |
|---|-------------------|
| Développement économique                          | 1 925 163         |
| Voies vertes et mobilité                          | 1 425 480         |
| Environnement                                     | 1 129 131         |
| Investissements budget annexe du PORT             | 1 057 546         |
| Pôle Culinaire                                    | 947 853           |
| Patrimoine  | 822 820           |
| Fonds d'investissement local                      | 773 806           |
| Voirie Hors PPI                                   | 587 094           |
| Culture et sport                                  | 470 101           |
| DSI   | 455 008           |
| Habitat   | 386 209           |
| Stratégie foncière                                | 275 311           |
| DSI Fibre   | 192 690           |
| LGV   | 125 000           |
| Logement social                                   | 118 483           |
| Port  | 118 101           |
| Gémapi  | 104 316           |
| Fonds d'investissement vert                       | 87 143            |
| PEM St Vincent de Tyrosse                         | 62 124            |
| Developpement territorial (études divers projets) | 55 017            |
| Pôle Rugby  | 54 192            |
| Légumerie   | 1 850             |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>19 718 044</b> |

Ce montant de dépense respecte le cycle habituel d'un mandat électoral. Il demeure supérieur au mandat précédent représentant près du double du montant de la même année du mandat précédent.

Les consommations du PPI atteignent 35 % au 31/12/2023 contre 28 % au 31/12/2022.



Par ailleurs, le montant total des dépenses d'investissement s'élève en 2023 à 38,1 M€. S'ajoutent en effet les dépenses liées aux écritures de stocks, remboursement d'emprunts, travaux hors compétences, etc...

Les restes à réaliser à reporter sur N+1 s'élèvent au 31 décembre à 8,9 M€ en dépense et à 0,1 M€ en recette, soit un solde de - 8,8 M€.



Ces opérations d'investissement ont été financées en partie par :

- le solde d'investissement disponible au 01/01/2023. Il correspond au solde cumulé et restant disponible des épargnes nettes annuelles,
- les subventions d'investissement obtenues pour 4,7M€ et 2M€ de remboursement de FCTVA,

Le solde d'investissement cumulé disponible au 31/12/2023 correspond au solde des fonds propres disponible pour le financement des opérations d'investissement. Autrement dit, il s'agit du cumul des épargnes nettes constituées précédemment restant disponible après paiement des investissements déjà réalisés.

Il représente également un indicateur financier indispensable à suivre puisqu'il contribue au financement des opérations d'investissement à venir.

**Le solde d'investissement au 31/12/2023 est négatif de plus de 4,7M€, cela signifie que l'épargne nette de l'exercice en cours a d'ores-et-déjà été consommée durant l'exercice comptable. La trésorerie disponible étant la variable d'ajustement des dépenses possibles. Sans les décalages de trésorerie, MACS aurait été contrainte d'emprunter pour faire face aux paiements des dépenses d'investissement.**

## B. La capacité de désendettement

Comme mentionné dans le paragraphe précédent, le solde du financement nécessaire aux investissements est le recours à l'emprunt. L'emprunt sert à financer les dépenses d'investissement qui n'auraient pu être couvertes par des subventions, l'autofinancement ou le décalage de trésorerie.

Le suivi de l'endettement est une priorité absolue en termes de suivi financier, puisqu'il a des conséquences sur le long terme. Il peut, s'il n'est pas maîtrisé, englober la capacité d'autofinancement d'une collectivité.

À ce jour, la Communauté de communes a un stock d'emprunt supérieur à la moyenne des groupements de communes à fiscalité propre :

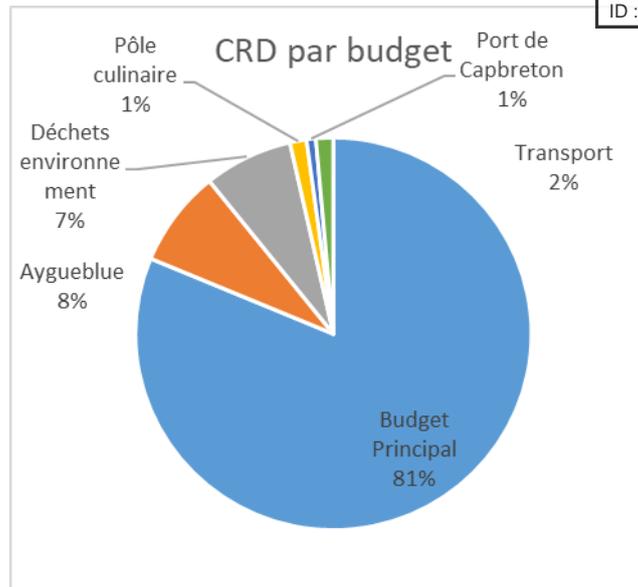
| €/habitant         | MACS | moyenne des GFP des Landes | moyenne des GFP de Nouvelle Aquitaine | moyenne des GFP France entière |
|--------------------|------|----------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Dettes financières | 421  | 266                        | 222                                   | 201                            |

(source : document de valorisation financière et fiscale 2023 émis par le conseiller aux décideurs locaux)

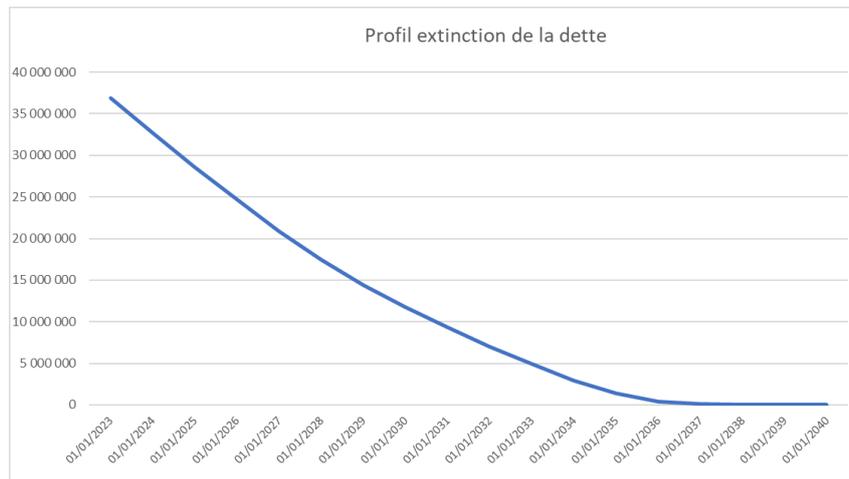
En 2023, MACS n'a pas débloqué d'emprunt mais dégage en 2023 un solde d'investissement négatif. MACS a donc réussi à poursuivre la réduction de son endettement. Cependant, 2023 sera la dernière année du présent mandat à le permettre.

L'annuité d'emprunt augmente pour la quatrième année consécutive, pour atteindre 5,1 M€ du fait des emprunts souscrits en 2022.

L'encours de la dette est d'environ 46,9 M€ au 31/12/2023 et se répartit ainsi :



Le profil d'extinction de la dette ne suscite pas d'inquiétude particulière, la très grande majorité des emprunts étant basée sur des taux fixes.



Le ratio connu de toutes les collectivités est la capacité de désendettement. Elle mesure le rapport entre l'épargne nette et l'encours de la dette, la première finançant la seconde.

Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théorique) nécessaire pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. À encours identiques, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette.

Régulièrement, les collectivités empruntent sur des durées de 15 à 20 ans. Ainsi, une collectivité qui a une capacité de désendettement supérieure ou égale à 15 ans est en situation difficile. Les textes plafonnent la capacité de remboursement à 11-13 ans pour les communes de plus de 10 000 habitants et pour les EPCI de plus de 50 000 habitants. Mais les collectivités doivent s'en saisir préalablement. Les difficultés de couverture budgétaire du remboursement de la dette se profilent en général pour les années futures.

Évidemment, ces propos sont à nuancer selon les années puisque l'épargne brute représente la situation d'une seule année. Celle-ci peut subir une fluctuation forte une année particulière et impacter ce ratio.

| Souscriptions | 2017      | 2018      | 2019       | 2020      | 2021      | 2022      | 2023 |
|---------------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|------|
| TOTAL         | 8 511 728 | 3 000 000 | 10 700 000 | 4 300 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 0    |



|                                     | 2017              | 2018              | 2019              | 2020              | 2021              | 2022              | 2023              |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>CRD 31/12/N</b>                  | <b>31 147 337</b> | <b>32 718 925</b> | <b>40 648 820</b> | <b>41 488 929</b> | <b>41 529 236</b> | <b>41 279 332</b> | <b>36 894 586</b> |
| Epargne brute                       |                   | 11 321 283        | 14 933 825        | 12 613 059        | 13 532 537        | 16 281 629        | 17 142 161        |
| <b>capacité de désendettement :</b> |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| Budget Principal                    |                   | 2,77              | 2,42              | 2,99              | 2,93              | 2,39              | 2,04              |
| Aygueblue                           |                   | 6,40              | 7,86              | 8,76              | 5,95              | 5,89              | 2,71              |
| Déchets environnement               |                   | 0,00              | 100,00            | 10,78             | 15,21             | 4,01              | 7,31              |
| Pôle culinaire                      |                   | 2,32              | 3,26              | 3,35              | 2,37              | 3,09              | 2,40              |
| Port de Capbreton                   |                   | 1,87              | 1,21              | 1,01              | 0,66              | 0,60              | 0,37              |
| Transport                           |                   | 0,00              | 4,08              | 3,72              | 3,04              | 2,97              | 11,43             |
| ZAE                                 |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| <b>capacité de désendettement</b>   |                   | <b>2,89</b>       | <b>2,72</b>       | <b>3,29</b>       | <b>3,07</b>       | <b>2,54</b>       | <b>2,15</b>       |

Mais au-delà de la valeur de ce seuil, il faut regarder son évolution. Une collectivité qui a une capacité de désendettement de 9 ans paraît en bonne situation, mais si l'année précédente sa capacité de désendettement était de 6 années par exemple, alors la situation est peut-être déjà critique. Cette dégradation est trop rapide et il sera probablement très difficile d'inverser la tendance. D'autre part, une commune qui se maintient depuis plusieurs années avec une capacité de désendettement de 11 années par exemple, n'est pas forcément en mauvaise situation financière.

Il est paradoxalement plus dangereux d'avoir une capacité de désendettement en progression, quand bien même on serait en dessous des seuils d'alerte, que d'avoir une capacité de désendettement élevée mais stabilisée.

Ainsi, la capacité de désendettement d'une collectivité est à comparer avec la durée d'extinction de sa dette. Elle exprime le nombre d'années de remboursement de dette restant avant extinction intégrale de la dette, pour un amortissement de dette moyen, exprimé en nombre d'années. Elle est égale à l'encours de dette divisé par l'amortissement annuel moyen de la dette. Au 31/12/2023, MACS présente une durée d'extinction de la dette de 15.

La capacité de désendettement de MACS est saine. Elle se situe à 2,15 années d'épargne brute. Les années à venir, avec la montée en puissance du PPI, devraient entraîner un recours à l'emprunt important et donc une dégradation de ce ratio.

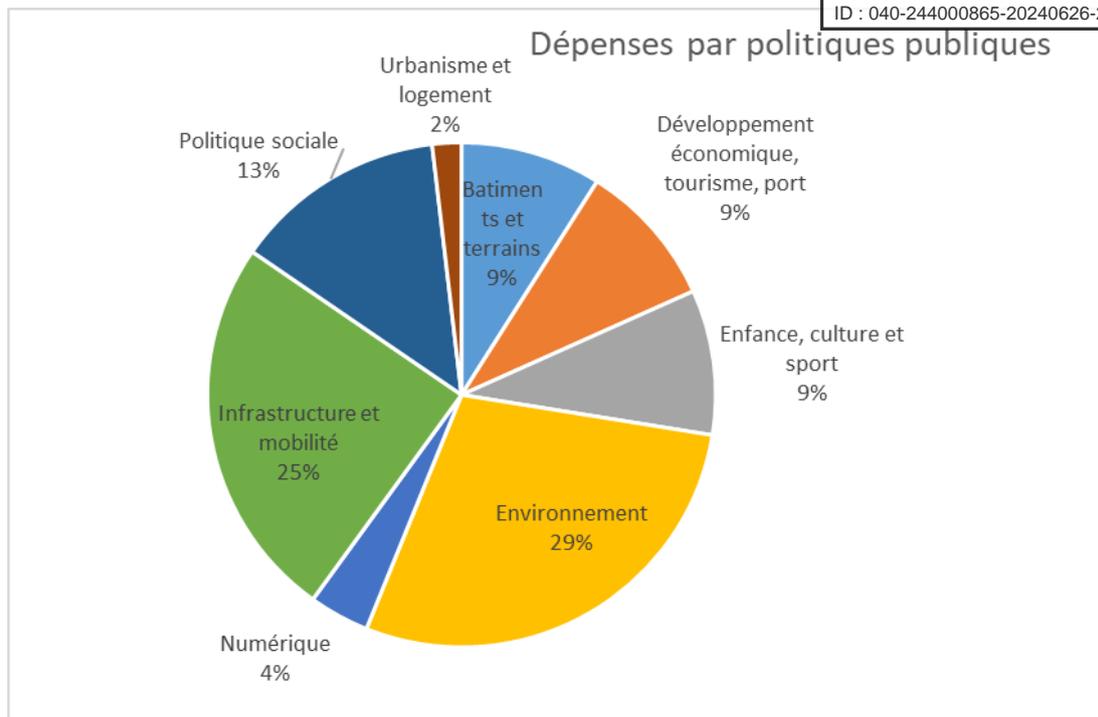
En parallèle, la gestion de la trésorerie occupe une part importante dans le souci d'optimisation du poids de la dette. En effet, une optimisation de la trésorerie engendre un moindre recours à l'emprunt. Pour mémoire, l'emprunt a un coût, alors que le stock de trésorerie disponible n'est pas rémunéré. De ce fait, la priorité est donnée à l'utilisation de la trésorerie.

En 2021, l'emprunt sur le budget principal d'un montant de 3 M€ est un emprunt dit « à impact ». Il est assorti d'une bonification de taux sous condition d'engagements ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance). Le cabinet EthiFinance est mandaté chaque année par le groupe Arkéa afin de faire l'audit RSE des actions de MACS permettant de comparer ses résultats au Benchmark et note les évolutions sur le scoring de son référentiel.

Depuis la souscription de cet emprunt, les audits indépendants ont relevé des scores remarquables d'engagement RSE notamment sur les thématiques environnement, gouvernance et social ayant permis des bonifications de taux passé de 0,5 % à 0,46 % puis à 0,42 % en 2023. Soit un gain financier à ce jour de 15 000 €.

### C. Orientation des politiques publiques

Afin de mieux comprendre les actions de la Communauté de communes et les cibles prioritaires, un regroupement de l'ensemble des dépenses (fonctionnement et investissement) permet leur analyse.



Avec un total de plus de 18 M€, l'environnement est la première dépense de MACS. Il représente 29 % des dépenses des politiques publiques sur le territoire. Sont inclus dans ces dépenses le traitement des déchets, les travaux GEMAPI, les subventions dans le cadre de travaux d'économies d'énergie.

Suivent les dépenses d'infrastructures et de mobilité pour 15,7 M€, soit 25 % du total. Sont ici comptabilisées les dépenses de voirie, voies vertes, co-voiturage, transport en commun etc. ...

En troisième position, la politique sociale représente 13 % du total des politiques publiques, principalement orientée vers le CIAS et le pôle culinaire.

Le développement économique, le tourisme et le port de Capbreton, y compris les dépenses de zones d'activité économique, représentent 9 % des dépenses, soit un montant total de près de 6 M€.

Par ailleurs, le projet de territoire lancé dès 2021 et s'inscrivant dans la démarche NéoTerra a abouti à des engagements forts pris par la Communauté de communes.

Les investissements doivent désormais être ciblés sur des projets répondant aux exigences de cette nouvelle vision pour le futur du territoire.



## Conclusion

Les points essentiels à retenir sur cette clôture 2023 :

- une croissance des recettes fiscales due à une augmentation des bases,
- la croissance des charges à caractère général au-delà des objectifs initiaux en raison de la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières,
- une croissance importante des charges de personnel qui restent inférieures aux moyennes des GFP
- les augmentations significatives des coûts du traitement des déchets,
- la poursuite de la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement (PPI), et la montée en puissance des dépenses afférentes,
- la mise en place fonds d'investissement local (FIL) de transition énergétique.

Le soutien à l'activité locale participe à la dynamique du territoire. Les dépenses d'investissements sont toujours plus élevées d'année en année. Ces dépenses d'investissement sont conformes à la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement.

La situation financière de MACS présente au 31/12/2023 une épargne nette élevée, comme c'est le cas pour la plupart des EPCI et des communes au niveau national. Celle-ci est en augmentation moyenne de + 26,9 % sur les groupements à fiscalité propre et de + 30,2 % en moyenne sur les communes. Mais pour la première fois depuis la crise COVID, le taux de croissance des dépenses réelles de fonctionnement (12 %) a été plus fort que le taux de croissance des recettes réelles de fonctionnement (+10 %). De même, le solde d'investissement généré dans l'année 2023 est pour la première fois depuis 3 ans, négatif. L'année 2024 nécessitera la souscription d'un emprunt.

**LEXIQUE :**

|                 |  |
|-----------------|--|
| TH :            | Taxe d'habitation  |
| TFPB :          | Taxe foncière sur les propriétés bâties  |
| TFNB :          | Taxe foncière sur les propriétés non bâties  |
| CFE :           | Cotisation foncière des entreprises  |
| CVAE :          | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises   |
| IFER :          | Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux  |
| TASCOM :        | Taxe sur les surfaces commerciales   |
| TEOM :          | Taxe d'enlèvement des ordures ménagères  |
| VM :            | Versement mobilité   |
| DGF :           | Dotations globales de fonctionnement   |
| SITCOM40 :      | Syndicat intercommunal pour la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés |
| TGAP :          | Taxe générale des activités polluantes   |
| CD40 :          | Conseil départemental des Landes   |
| SPL :           | Société publique locale  |
| DSP :           | Délégation de service public   |
| CIAS :          | Centre intercommunal d'action sociale  |
| SAAD :          | Service d'aide à domicile  |
| GEMAPI :        | Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations                               |
| BP :            | Budget primitif  |
| BS :            | Budget supplémentaire  |
| DM :            | Décision modificative  |
| ETP :           | Équivalent temps plein   |
| Chapitre 011 :  | Charges à caractère général  |
| Chapitre 012 :  | Charges de personnel et frais assimilés  |
| Chapitre 65 :   | Autres charges de gestion courante   |
| Chapitre 67 :   | Charges spécifiques  |
| Chapitre 73 :   | Impôts et taxes  |
| Chapitre 74 :   | Dotations et participations  |
| Épargne brute : | RRF (hors recettes exceptionnelles) - DRF (hors dépenses exceptionnelles)                  |
| Épargne nette : | Épargne brute - remboursements d'emprunts  |
| RRF :           | Recettes réelles de fonctionnement   |
| DRF :           | Dépenses réelles de fonctionnement   |